

**COMPTE DE RENDU DE L'ATELIER DE BILAN ET DE PERSPECTIVES
DU PROJET RIM - RESEAU DES IRRIGANTS MEDITERRANEENS**

MONTPELLIER - 3 OCTOBRE 2011



Note : ce compte rendu présente une synthèse des points les plus marquants de l'atelier. Pour plus de détails, on pourra se référer au rapport de bilan du projet, aux présentations power point et aux documents vidéos présentés à l'atelier, qui sont disponibles sur les sites des institutions partenaires du projet.

1. PRESENTATION DE L'ATELIER

La mise en place d'une gestion de l'eau d'irrigation plus économe dans le cadre d'un renforcement des filières représente un enjeu clé pour la sécurité alimentaire au Maghreb. Il se retrouve au cœur des politiques publiques nationales sur l'eau et l'agriculture, comme le plan Maroc Vert ou la politique de renouveau agricole et rural en Algérie.



Une grande majorité des surfaces irriguées se trouve au sein de petites et moyennes exploitations familiales, qui représentent un fort potentiel de modernisation mais ne disposent pas des mêmes atouts que les grandes exploitations. L'appui à ces agriculteurs irrigants constitue une priorité.

Le projet pilote de Réseau des Irrigants Méditerranéens – RIM a pour vocation **d'expérimenter des formations professionnelles au Maghreb sur les économies d'eau en irrigation et le développement des filières**, au bénéfice de groupements d'agriculteurs (coopératives et associations d'irrigants).

La principale innovation de ces formations réside dans l'autonomisation progressive des organisations professionnelles dans la conception et l'organisation des formations basées sur des diagnostics participatifs.



Après 2 cycles de formations pilotes réalisés sur 3 ans au Maroc et en Algérie, ce séminaire avait pour objectif de **proposer un bilan et des perspectives pour ce type d'approche** dans les contextes en forte évolution des 3 pays du Maghreb.

Programme

8h30 – 9h : ACCUEIL

9h – 9h15 : INTRODUCTION DU SEMINAIRE

- Jacques Maillet, directeur de l'Institut des régions chaudes (Irc), Montpellier SupAgro
- Jean Christophe Debar, directeur de la Fondation FARM

9h15 – 9h30 : Film sur l'action collective d'agriculteurs du Souss au Maroc

9h30 – 10h10 : RAPPORT DE BILAN DU PROJET RIM AU MAROC ET EN ALGERIE

Amar Imache (Lisode)

10h10 – 10h55 : LE PROJET RIM EN ALGERIE

Le point de vue des agriculteurs d'Algérie sur le bilan et perspectives du projet (15 min)

- Brahim Belhadeb, Mustapha Fodil

Résultats des évaluations, perspectives et réflexions sur les actions de formation (15 min)

- Nacer Chabaca (ENSA d'Alger) et Carole Lambert (Montpellier Supagro Irc)

Discussion avec le public (15 min)

10h55 – 11h10 : Pause café

11h10 – 12h : LE PROJET RIM AU MAROC

Le point de vue des agriculteurs du Maroc sur le bilan et perspectives du projet (15 min)

- Abdelkrim Anbari, président de l'association Raccord

Résultats des évaluations, perspectives et réflexions sur les actions de formation (15 min)

- Hassan Kemmoun (Cap Rural) et Sylvain Lanau (Montpellier Supagro Irc)

Discussion avec le public (15 min)

12h – 12h30 : SITUATION ET PERSPECTIVES EN TUNISIE

- Serge Marlet, Cirad /INRGREF.

12h30 – 14h : Déjeuner sur invitation

14h – 15h : ENJEUX DE L'ACCOMPAGNEMENT POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE, L'AUTONOMIE DES AGRICULTEURS ET L'ACTION COLLECTIVE : CONSTRUCTION D'UNE « UNIVERSITE PAYSANNE »

- Table ronde animée par Mostafa Errahj, Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès et Marcel Kuper, Cirad / IAV Hassan II Maroc.

15h – 15h30 : LE REGARD D'UN GRAND TEMOIN

- Bernard Bachelier, ancien directeur du Cirad et de la fondation FARM.

Présidence : Sami Bouarfa (Cemagref), président du comité technique de l'Association Française pour l'Eau, l'Irrigation et le Drainage.

2. OUVERTURE ET INTRODUCTION

Sami Bouarfa (Cemagref et AFEID) a ouvert l'atelier en tant que président, en présentant les différents partenaires du projet RIM et participants à l'atelier, et en signalant que les partenaires algériens n'ont pas pu être présents pour des questions de visa.

Jean Christophe Debar, directeur de FARM, et Jacques Maillet, directeur de l'Institut des régions chaudes (Irc) - Montpellier SupAgro, ont introduit l'atelier en soulignant que ce projet s'inscrivait en cohérence avec les objectifs de ces 2 institutions : FARM, en tant que think tank sur des questions opérationnelles avec des implications sur l'augmentation durable de la production, la structuration des filières et les politiques publiques ; et l'Irc dans le cadre des actions de recherche, de formation et de développement avec un enjeu fort sur les partenariats avec le Maghreb.

Un film réalisé par Cap Rural « Economie d'eau – histoire d'un projet collectif » a ensuite été présenté sur une expérience d'organisation collective autour du goutte à goutte dans la région du Souss (Maroc). Suite à des périodes de sécheresse et des débits insuffisants, une association regroupant 196 agriculteurs sur 432 ha a décidé de s'équiper d'un forage supplémentaire et de procéder à une conversion au goutte à goutte. L'association a elle-même commandé et financé l'étude technique. Pour les travaux elle a pu bénéficier d'aides financières de l'agence hydraulique (20%) et de l'Office (60%), même si les délais de réception des subventions ont contraint l'association à découper les travaux en 3 tranches. Sur la première tranche qui est achevée, la gestion de l'eau est assurée par l'association (ouverture des vannes, contrôle des compteurs notamment) qui dispose de techniciens. Un agriculteur témoigne de l'intérêt qu'il a trouvé dans le nouveau système, la fourniture d'eau étant mieux assurée, et le goutte à goutte permettant un plus large choix de cultures et une fertilisation améliorée.

3. PRESENTATION DU BILAN ET DES PERSPECTIVES DU PROJET

Amar Imache (Lisode) a présenté le rapport provisoire de bilan et de perspectives du projet RIM. Après avoir rappelé les enjeux liant la gestion de l'eau et la sécurité alimentaire au Maghreb, et les dynamiques des secteurs agricoles au Maroc et en Algérie, la présentation a permis de rappeler **les enjeux techniques, économiques et sociaux du développement de la formation professionnelle pour l'agriculture familiale.** Dans cette perspective, le projet RIM est né d'une dynamique enclenchée par **le projet Sirma**, qui a permis de développer de **nouvelles modalités de recherche-action** par l'identification de nouvelles thématiques issues du terrain et du renouvellement des relations avec les acteurs de terrain. L'implication des agriculteurs dans des approches participatives y a été central, avec une posture de recherche – action basée sur la co-construction. **Suite à ce projet, des organisations professionnelles marocaines ont souhaité fonder l'association Raccord** (Réseau d'ACcompagnement des Coopératives et Organisations Rurales de Développement).

Le projet RIM, lancé en 2008, a permis d'appuyer Raccord dans la réalisation de modules de formation professionnelle pour ses membres centrés sur les problématiques de gestion de l'eau et de filières en irrigué. **Le projet avait notamment pour objectifs de :**

- Déployer une démarche pédagogique innovante.
- Aller vers une autonomisation des agriculteurs.
- Fournir un appui pour une organisation des agriculteurs en associations régionales et/ou nationales.

Ainsi, au Maroc, 2 phases de formation se sont déroulées de 2008 à 2011, dans 5 régions irriguées. **En Algérie une première phase pilote** a été réalisée en 2010-2011 dans 2 régions. **Les thèmes** ont concerné notamment l'irrigation au goutte-à-goutte, la constitution d'associations d'irrigants, la production laitière, le maraîchage, la taille en arboriculture, la production de céréales. Les modules de formation étaient structurés autour d'une alternance salle / terrain et une évaluation des modules permettant d'ajuster la démarche « chemin – faisant ».

La réussite de ces modules a reposé sur plusieurs paramètres : une démarche adaptée aux besoins immédiats, une démarche entre les mains des participants (choix du formateur, lieu, langage), une place à la créativité et à l'imagination (souplesse d'organisation). Le rôle de la recherche –action a permis la création d'un nouveau type de partenariat entre agriculteurs et chercheurs (intérêts communs) et l'apport d'un regard nouveau sur la profession agricole.

Les résultats obtenus se situent à plusieurs niveaux :

- **Développement de réseaux de coopératives et d'associations d'irrigants** au niveau national (Maroc et Algérie) et régional (échanges Maroc – Algérie).
- **Formations en appui direct aux projets** d'économies d'eau des agriculteurs.
- **Autonomisation des organisations professionnelles** dans l'organisation des formations.

Le bilan de cette expérience amène maintenant à s'interroger sur:

- **La légitimité de la recherche pour conduire ce type d'initiative :** le rapprochement des chercheurs et des agriculteurs a été fondé sur la rencontre de besoins mutuels.
- **Le choix de l'eau comme thématique d'« entrée » :** la recherche action et les formations ont été développées à partir des enjeux de l'eau, toutefois il existe une forte demande des agriculteurs sur les approches filières.
- **Les perspectives du projet,** qui sont maintenant d'étudier les conditions d'extension et de consolidation de l'expérience dans les deux pays et à d'autres régions du Maghreb, notamment en Tunisie, en s'inscrivant dans une logique de partenariat et de synergie avec d'autres programmes en cours.

4. LE PROJET RIM EN ALGERIE

4.1. Un témoignage des agriculteurs algériens était prévu. Toutefois ces derniers et 2 animateurs algériens du projet n'ont pas pu se rendre à l'atelier pour des questions de visa. Aussi il a été présenté **un témoignage vidéo de Fodil Mustafa Kamel**, l'un des agriculteurs « leader » du projet RIM en Algérie.

Celui – ci se rappelle tout d'abord qu'il a connu RIM grâce à un autre agriculteur, M. Bahri, qui lui a présenté RIM comme une démarche similaire au projet Sirma avec un focus sur l'appui aux agriculteurs. Une présentation du projet RIM et des premières étapes réalisées au Maroc a été réalisée par Hassane Kemmoun (Cap Rural) et Abdelkrim Anbari (Raccord) lors d'une mission en Algérie en 2010.

Mais le « déclic » est venu lors du premier module de formation, organisé dans la Mitidja sur la goutte à goutte. Lors de ce module, il lui a semblé que c'était la première fois qu'il voyait les agriculteurs de 2 régions d'Algérie se réunir, autour d'une formation « non publicitaire » et centrée uniquement sur des informations. Puis les 3 autres modules se sont déroulés.

Deux enjeux forts caractérisent selon lui le projet RIM :

- **La gestion de l'eau** et la nécessité d'économiser cette ressource
- **Le rassemblement des agriculteurs en associations.** Suite au projet RIM des démarches de création d'associations ont été lancées. Il replace cette dynamique dans la perspective de l'année 2012 déclarée « année des coopératives » par l'ONU.

4.2. Ensuite Carole Lambert (Irc) a présenté la partie sur l'évaluation pédagogique et de l'impact du projet, travail réalisé **conjointement avec Nacer Chabaca (ENSA Alger)** qui n'a pas pu être présent pour des questions de visa.

Après avoir rappelé les caractéristiques des modules réalisés dans les deux régions de la Mitidja et du Bas Chélif (thèmes, dates, lieux, participants), il a été présenté **l'analyse sur l'évaluation des modules de formation (organisation pratique, atteinte des objectifs pédagogiques, effets en situation professionnelle) et le processus plus global (effets induits, condition de développement).**

En termes de méthode d'évaluation pédagogique et de satisfaction sur l'organisation, les ateliers ont montré **les limites de la modalité « questionnaire »** pour un public tel que celui des agriculteurs. Ainsi lors du dernier atelier le choix a été fait de **se baser sur les tours de table** au début et à la fin de l'atelier pour capturer les attentes et les acquis. Un graphe a permis aussi au début à chaque agriculteur de s'auto-évaluer et donc au formateur de voir comment ils se situaient les uns par rapport aux autres. Par ailleurs **les objectifs de départ dans les modules pourraient être définis plus précisément**, au-delà de thèmes généraux, pour mieux cerner les attentes des agriculteurs.

En termes de résultats, ces 4 ateliers ont permis aux agriculteurs d'augmenter la confiance vis-à-vis de leur entourage et en eux-mêmes, de prendre conscience des possibilités qui s'offrent à eux pour développer des activités collectives, et de contribuer à initier des changements vis-à-vis de l'Etat (vers davantage d'autonomie). Depuis le dernier module plusieurs initiatives ont poursuivi la dynamique enclenchée : démarche de création d'associations, organisation de nouveaux ateliers d'échanges (pépinière d'artichaut, engrais).

Ce bilan amène les questions suivantes pour la poursuite du projet : la structuration de l'action collective à travers la création d'associations, le renforcement de la construction de la demande, l'ouverture des formations à un plus grand nombre (différents « types » d'agriculteurs représentant la diversité des capitaux financier, social, cognitif, etc. et en particulier les agriculteurs locataires notamment – importance des modalités d'information sur les formations), les sources de financement possibles, le lien avec les services de vulgarisation de l'Etat, l'entrée thématique des formations (eau ou filières), la possibilité de mener d'autres actions que la formation.

4.3. Les échanges avec salle ont permis de mettre en lumière les points suivants :

- **D'autres thématiques** pourraient être abordées, comme la fertilisation.
- **Les institutions agricoles** peuvent jouer un rôle important dans la diffusion de ce type d'approche, par exemple les chambres d'agriculture.
- **Le projet a-t-il vocation à toucher directement un grand nombre d'agriculteurs**, ou plutôt d'avoir un effet d'entraînement avec un rôle de déclencheur ?
- **Les occasions de rencontre entre agriculteurs** sont importantes pour la pérennisation de l'approche (cf. travaux de Jean Pierre Darré).
- **Les points communs et les différences entre les processus en Algérie et au Maroc** : les agriculteurs des 2 pays partagent les préoccupations de produire mieux et de se rassembler, avec en Algérie une organisation collective qui est moins structurée qu'au Maroc pour l'instant.
- **La réflexion sur les impacts de l'innovation technologique** : il ne faut pas oublier que de telles innovations peuvent augmenter le risque pour les exploitations. Par exemple sur le goutte à goutte au Maroc, il existe des subventions importantes pour les investissements de départ mais pas pour le renouvellement (3 à 5 ans de durée de vie), ce qui fait peser un risque important en cas de panne.

5. LE PROJET RIM AU MAROC

5.1. Abdelkrim Anbari, président du réseau Raccord, a présenté les actions développées au Maroc. Celles-ci se sont déroulées dans 5 régions : Doukkala, Gharb, Moyen Sébou, Tadla, Souss. **Les formations se déroulent dans un contexte de manque d'eau** qui se traduit par un déficit d'approvisionnement dans les différents périmètres du pays et une baisse niveau des

nappes notamment. La concurrence pour l'eau avec les secteurs non agricoles se développe. L'enjeu est de produire plus avec moins d'eau et d'améliorer la productivité de l'eau.

Les objectifs du projet étaient de renforcer l'accès à la formation, renforcer les capacités techniques des agriculteurs, et de rendre le réseau Raccord autonome. La méthode a reposé sur des cours théorique en salle, des cours pratiques sur le terrain, et des visites des exploitations agricoles.

Sur les thèmes des formations (irrigation, fertilisation, élevage notamment), **des formateurs d'horizons variés** ont été mobilisés : vétérinaires, ingénieurs agronomes, zootechniciens, agriculteurs, ingénieurs du secteur privé.

Les partenaires sont également diversifiés : Raccord, FARM, Cirad, ENA Meknès, IAV Hassan II, Cap Rural, Cosumar (société production sucrière), offices de mise en valeur agricole.

Le bilan tiré de ces formations comprend :

- **une meilleure connaissance des systèmes d'irrigation** (conception, fonctionnement, programmation) et des techniques d'élevage bovin, et des mauvaises pratiques agricoles corrigées,
- **le développement d'une capacité d'organisation de formation**, de choix de formateurs, d'accompagnement de projets de reconversion vers le goutte à goutte.

En termes de perspectives, les suites du projet peuvent amener à penser autrement le conseil agricole, élargir les partenariats (recherche, agriculteurs, professionnels) et les actions, développer l'impact sur le niveau de vie en milieu rural et le maintien d'une population jeune sur place.

5.2. Hassane Kemmoun (Cap Rural) et Sylvain Lanau (Irc) ont ensuite présenté les aspects liés à l'évaluation pédagogique des modules et de l'impact, travail qui a été réalisé en collaboration avec **Abdeslam Lahlou** (institut technique de topographie et de génie rural de Meknès).

Sylvain Lanau a présenté la première phase de RIM au Maroc (2008-2009). Après un rappel du déroulement des différents modules de formation (série de rencontres préalables au début du projet pour expliciter les besoins en formation, thèmes des modules, origine géographique des agriculteurs), les modalités pédagogiques ont été présentées : alternances salle- terrain, interventions de professionnels, de responsables de groupement, d'institutions. Un paramètre important est la définition d'un calendrier des modules en accord avec le calendrier agricole des participants.

Au niveau des méthodes d'évaluation des modules, la procédure d'évaluation en 2 temps (au début et à la fin du module sur fiche) a été abandonnée car elle était mal comprise des agriculteurs et prenait du temps sur la formation elle-même. Aussi **les évaluations ont finalement été réalisées à l'issue du module sur fiche (niveau individuel) et par un débat ouvert (collectif)**, débouchant sur des propositions pour le module suivant.

Les acquis en termes de savoirs ont concerné une confirmation de notions apprises empiriquement, l'abandon de fausses idées (vêlage), la prise de conscience de contraintes liées aux nouvelles techniques (irrigation localisée). **Les savoirs faire** acquis ont concerné notamment l'adaptation des systèmes de culture aux nouvelles techniques d'irrigation, la manipulation des animaux pour l'aide au vêlage, la taille. Ces savoirs et savoirs faire ont pu être évalués directement à la fin des modules.

Les savoirs être quant à eux se sont construits au fur et à mesure des modules. Le point le plus important a été **l'élargissement des domaines des possibles** par l'exemple montré par des pairs, qui a joué un rôle dans l'émergence de projets personnels, et **la prise en charge progressive de l'organisation de la formation par les agriculteurs.**

Parmi les limites de ces formations, outre des sujets encore insuffisamment maîtrisés à l'issue des formations (maladies des bovins, aspects juridiques des AUEA), **l'accompagnement post-formation pose question**, notamment pour la gestion de la prise de risque inhérente à un changement de pratiques que des agriculteurs souhaiteraient mener à l'issue des formations. D'autres appuis sont nécessaires sur la gestion du foncier, l'accès au crédit, au marché, et à la gestion de l'eau notamment.

Enfin le processus est celui d'une ingénierie concourante (cf. travaux de Guy Le Boterf), avec un système réunissant des compétences chez les agriculteurs, des institutions de formation et des entreprises, et un pilotage de Cap Rural, qui débouche sur des effets en termes de gestion de l'eau et sur les conditions de vie.

La méthode développée a **plusieurs atouts**, notamment un processus itératif et la construction d'objectifs négociés et clairs, mais également des **contraintes** : la gestion de l'hétérogénéité des agriculteurs en termes de pré requis (gestion de l'analphabétisme notamment) et la capitalisation par les supports de formation insuffisamment développée.

Hassane Kemmoun est ensuite intervenu sur la phase 2 de RIM au Maroc (2010-2011). La démarche pédagogique est basée sur le repérage de dynamiques locales et régionales et l'appui vers des projets collectifs, en faisant appel à des experts et des pairs – experts. La démarche doit permettre d'identifier les contraintes aux changements. Au Maroc, le Plan Maroc Vert est porteur de changement, par des aides financières aux projets mais aussi par une réforme du conseil agricole qui va être externalisé vers des ingénieurs conseils privés.

Alors que la phase 1 s'adressait principalement aux responsables des organisations membres de Raccord, **la phase 2 permet d'étendre à un plus grand nombre** à travers des formations dans chacune des régions, dont les derniers modules seront réalisés d'ici la fin 2011. Par ailleurs **un projet d'université paysanne a été lancé**, avec 4 modules prévus pour informer les membres de Raccord sur des thèmes transversaux et appuyer la conception de projets collectifs. Un premier module a permis de diffuser de l'information sur les procédures et actions du Plan Maroc Vert, pour lequel les agriculteurs ressentaient un manque d'information. En termes de projets, il existe une diversité dans l'avancement avec un projet d'association d'irrigants au stade du montage financier (reconversion au goutte à goutte dans le Moyen Sébou) et d'autres moins avancés.

5.3. Un échange avec la salle a permis de préciser 2 points :

- **l'identification des formateurs**, au départ sur proposition des animateurs du projet (Cap Rural, institutions de recherche), est maintenant réalisé par Raccord sur des critères de crédibilité sur les contenus, de relationnel avec la profession et de disponibilité.
- **la participation financière des agriculteurs** au coût des formations se fait en fonction des conditions locales dans chaque région, où les relais de Raccord organisent les formations et ont reçu des aides pour les transports et les repas, notamment via les offices et les représentants de l'Etat qui sont informés des formations.

6. SITUATION ET PERSPECTIVES EN TUNISIE

6.1. Serge Marlet (Cirad) a présenté le contexte pour les associations d'usagers de l'eau en Tunisie, le projet PAP – AGIR et une analyse sur les possibilités de développer des approches de RIM en Tunisie, où le projet n'intervient pas à ce stade.

Il est d'abord rappelé l'historique des **associations d'usagers de l'eau en Tunisie**, qui après plusieurs évolutions sont aujourd'hui organisées selon le statut des GDA - Groupement de Développement Agricole. Ceux-ci rassemblent des abonnés (irrigants et autres) qui paient l'eau aux GDA, la fourniture d'eau passant par un contrat entre les GDA et les CRDA-Commissariats Régionaux au Développement Agricole. L'Etat assure l'encadrement technique, la tutelle administrative, le contrôle financier. Les activités de commercialisation et de transformation leur sont interdites par la loi car jugées trop risquées.

Les GDA regroupent un grand nombre d'exploitations (145 000) et gèrent plus de 90% des surfaces des périmètres publics irrigués. Le taux de recouvrement est en baisse depuis 2005. Depuis le 14 janvier 2011, la situation est difficile mais présente de nombreuses opportunités de changement.

Le projet PAP-AGIR se situe dans le cadre de la stratégie nationale de pérennisation des systèmes d'irrigation, qui s'est donné pour objectif une gestion pérenne et autonome des périmètres par les structures bénéficiaires, avec une implication des autorités locales et du secteur privé. Ce projet de recherche action doit permettre de tester et d'évaluer des approches innovantes dans 15 GDA pilotes et **d'accompagner les initiatives des acteurs locaux en privilégiant l'apprentissage et l'autonomisation** dans le cadre de programmes d'action négociés avec l'administration et les autorités locales, adaptés au cas par cas.

Les questions et perspectives d'action concerneront la gouvernance, la gestion des réseaux d'irrigation et la tarification, le conseil et la formation, et d'autres problématiques (foncier, crédit, approvisionnement, commercialisation). Un accent sera mis sur **les nouvelles formes d'organisation** (fusion, fédération, union) pour la gestion des périmètres.

Des opportunités de développer des approches de type RIM existent, dans un contexte de demande importante de la part des agriculteurs sur le conseil, qui ne rencontre pas d'offre adaptée : désengagement de l'Etat, manque de crédibilité du secteur privé, faible structuration

des organisations professionnelles pour prendre le relais. **En particulier, de telles nouvelles formes d'organisation peuvent permettre de structurer l'offre de formation/vulgarisation/conseil** de manière plus efficiente, en particulier à partir des programmes publics pour le recrutement de jeunes ingénieurs (ces derniers pouvant d'ailleurs être également bénéficiaires d'éventuelles formations). **Des initiatives locales autour de la formation (encore rares) ont été repérées**, comme dans un GDA qui a organisé à son initiative des formations sur la taille des agrumes, les phytosanitaires, et les projets collectifs d'irrigation.

6.2. Abdessamad Boubaker, président d'un GDA dans la région de Bizerte, ajoute que recrutement d'un jeune ingénieur dans son GDA est une opportunité pour développer de nouvelles activités, et voit un vrai intérêt à développer des réseaux d'échanges d'expériences et de connaissances tels que RIM.

7. TABLE RONDE : ENJEUX DE L'ACCOMPAGNEMENT POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE, L'AUTONOMIE DES AGRICULTEURS ET L'ACTION COLLECTIVE : CONSTRUCTION D'UNE « UNIVERSITE PAYSANNE ».

7.1. Mostafa Errahj, enseignant chercheur à l'Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès, et **Marcel Kuper**, chercheur du Cirad en poste à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II de Rabat, animent cette table ronde qui regroupe :

- **Serge Gay**, directeur de la Chambre d'Agriculture du Lot, retraité mais qui reste en charge de la coopération internationale - la Chambre ayant accueilli depuis 1996 des agriculteurs et techniciens marocains responsables notamment d'AUEA, avec un apport en termes de formations, rencontres, et de projets de développement.
- **Abdelkrim Anbari**, président du Réseau Raccord, président d'une coopérative laitière dans le Tadla (Maroc).
- **Abdelhamid Mnajja**, chef de service promotion des groupements hydrauliques à la direction du génie rural et de l'exploitation des eaux à Tunis, en charge des programmes d'assistance technique et de formation au profit des associations à la fois pour l'eau d'irrigation et l'eau potable.
- **Mohammed Bensouda**, directeur régional de l'agriculture de la région de Fès Boulemane (Maroc), chargé de l'application de la politique du gouvernement marocain en agriculture dans la région.
- **Amar Imache**, ingénieur agronome, consultant Lisode sur les approches participatives au Maghreb.

7.2. Mostafa Errahj et Marcel Kuper ont d'abord présenté une analyse des enjeux de l'accompagnement pour **les agricultures familiales au Maghreb. Celles-ci se caractérisent par une grande diversité** en terme de productions et de territoires et une résilience confirmée

(capacité à dépasser les crises - hydraulique et de marchés notamment), avec différentes fonctions (alimentation des marchés locaux, création d'emplois, renforcement d'une diversité socioculturelle remarquable) et constituent un facteur de stabilité sociopolitique.

Elles sont actuellement confrontées à des changements importants : une modernisation accélérée et descendante, des pressions multiples (marchés, politiques publiques, accords internationaux) et une dégradation continue des ressources (eaux, sols). **Face à ces évolutions, de nouvelles capacités et des compétences, techniques mais aussi réflexives** (questions transversales non- liées à des techniques de production), sont requises pour que ces agricultures continuent à jouer pleinement leurs fonctions multiples. **Or, les dispositifs étatiques d'accompagnement technique se sont essouffés** ou sont en voie de redéfinition (implication du secteur privé) laissant ces agricultures livrées à leur seul potentiel.

L'expérience du projet RIM et les dynamiques du réseau Raccord sur les 2 terrains (Maroc et Algérie) ont vu la mise en œuvre de plusieurs principes directeurs pour une approche innovante des méthodes d'accompagnement : des vecteurs d'apprentissage multiples (par des pairs, c'est-à-dire par les agriculteurs eux mêmes, et des experts), la définition de contenu de formation par les agriculteurs, l'autonomisation progressive des collectifs créés par rapport aux structures d'enseignement et de recherche, et le rattachement des activités de formation à un vécu ou un projet collectif.

Cette expérience pilote se traduit par une progression. D'une part **le travail initié avec des leaders est étendu aux structures collectives locales.** D'autre part **la nature des actions menées pour l'accompagnement**, débutées sous la forme d'échanges (aspect relationnel important), évolue depuis des formations thématiques au niveau national (impliquant essentiellement les leaders) vers des formations déclinées au niveau régional (spécificités locales) et le lancement d'une université paysanne centrée sur des projets collectifs et la mise en débat des politiques publiques.

Cette analyse débouche sur **4 questions** que les animateurs souhaitent poser aux membres de la table ronde :

1. **Quelle légitimité de la recherche** pour initier de telles expériences? Quelle est la **pertinence de l'entrée eau?**
2. **Quel élargissement de la base/taille du réseau?** Quels supports de diffusion des formations?
3. Quels regards portez-vous sur les **défis et paris** présentés?
4. Quelles opportunités et difficultés à **articuler ces expériences aux politiques publiques?**

Question 1 - Quelle légitimité de la recherche pour initier de telles expériences? Quelle est la **pertinence de l'entrée eau?**

7.3 Sur la question de la légitimité de la recherche, Catherine Dumora (Cirad), anthropologue, a pu réaliser un travail de recherche sur la démarche d'accompagnement dans le projet RIM basé sur l'observation du travail des chercheurs. Elle estime au vu de ces travaux que la recherche a bien une légitimité dans ce type d'expérience.

La démarche d'accompagnement développée fonctionnait de manière souple, sans pré-requis établi, et correspond à la démarche d'ingénierie concourante citée par Sylvain Lanau.

Les relations inter –personnelles, au cœur de cette démarche, ont permis une posture réflexive. A travers des échanges formels et informels, les chercheurs précisaient leur posture et démarche, tandis que les autres intervenants experts ou pairs experts étaient amenés à réfléchir sur leur niveau de langage et niveau d'écoute. Ce fonctionnement, qui permettait la confrontation des points de vue avec les chercheurs, a permis aux leaders paysans de s'approprier la démarche.

Le projet a donc permis un apprentissage des agriculteurs mais aussi des chercheurs notamment sur cette posture, dans la capacité à dialoguer avec des sphères professionnelles différentes et dans l'autoanalyse de la pratique de recherche - développement.

7.4. Serge Gay souligne l'importance d'élargir la question de la légitimité. En effet si la dimension « filières » est plutôt avancée dans les pays du Maghreb, les aspects liés au territoire et à la **création de structures d'organisations professionnelles légitimes** sont peu développés. Or pour créer ces groupes, il ne s'agit pas de se baser sur un transfert de savoir (transmissible aujourd'hui également par les modes de communication virtuels) mais un transfert de valeurs communes et universelles (organisation, solidarité entre agriculteurs). Les acteurs ont alors un rôle à jouer qui est différent de celui sur les savoirs en matière de systèmes de production.

7.5. Abdelhamid Mnajja rappelle les différences d'approches entre les acteurs de la formation. En général, l'administration exécute une politique déterminée, selon des interventions fixées. La recherche quant à elle trouve sa légitimité dans sa souplesse d'intervention, et dispose d'une autonomie dans le choix de ses sujets d'action – les bons résultats ayant ensuite vocation à être pris en compte par les politiques.

Au-delà de formations techniques ponctuelles s'adressant à des groupes d'agriculteurs dans des zones spécifiques, qui correspondent à un savoir faire que l'on peut trouver virtuellement, **il existe un manque en termes de collaboration entre agriculteurs.** Il s'agit d'avoir des structures qui peuvent aider à valoriser le savoir faire. Si les agriculteurs ne peuvent pas se tourner vers ces structures, ou ne sont pas conscients de la possibilité de se regrouper pour défendre leur intérêt, il n'y a pas de possibilité d'atteindre les objectifs de la formation.

Une autre question importante concerne l'intégration de la formation sur des questions horizontales : gestion de la ressource, structure qui défende les intérêts des agriculteurs.

7.6 Mohammed Bensouda rappelle qu'avant la recherche était plus refermée sur elle-même et fonctionnait à partir des ordonnances de l'Etat. **Aujourd'hui la légitimité vient du contact direct entre chercheur et agriculteur**, qui permet au chercheur de savoir quel domaine toucher, et à l'agriculteur de recevoir directement le résultat de la recherche. La formation de l'agriculteur par le chercheur a une légitimité. Il est également rappelé que les formations auprès des agriculteurs font tâche d'huile et diffusent à d'autres agriculteurs, mais les échelles de temps sont longues concernant l'agriculture et le développement : ce n'est pas la durée d'une campagne mais plutôt de l'ordre de la décennie.

7.7. Pour Amar Imache, la question essentielle n'est pas la légitimité de la recherche mais la manière dont la recherche s'inscrit dans les politiques nationales, non pas en remplacement des services de vulgarisation mais en complémentarité avec l'existant. Un exemple est celui des acteurs pas directement reconnus par le système, comme les locataires en Algérie. Ceux-ci ne sont pas identifiés officiellement car ils occupent des terres publiques qui ne sont pas censées être louées. Aussi ils participent à l'économie nationale mais n'ont pas accès aux subventions et services de l'Etat. La recherche leur a permis de participer à certains débats, et cela contribue à ce que l'Etat les comptabilise à part entière.

7.8. Abdelkrim Anbari estime que la recherche et la profession agricole doivent être liées, et pas séparées. Ainsi la recherche peut être un outil de soutien soit direct soit à travers la vulgarisation, notamment dans le contexte de désengagement de l'Etat. L'approche Sirma a montré que des problématiques peuvent être testées sur place.

7.9. Patrick Dugué (Cirad), présent dans le public, insiste sur 2 points :

- **Le processus de recherche action doit s'arrêter à un moment**, le chercheur n'ayant pas vocation à former tous les agriculteurs. **La démarche doit être publiée et transférée** dans d'autres structures : organisations professionnelles, administration.
- **La question de la méthode pour évaluer l'impact de la formation est importante** : sur des aspects techniques comme la taille de l'olivier c'est faisable, sur l'impact des formations et du conseil agricole c'est plus dur. C'est un champ de recherche relativement nouveau.

Question 4 - Quelles opportunités et difficultés à articuler ces expériences aux politiques publiques?

7.10. Abdelhamid Mnajja revient sur les stratégies publiques de l'accompagnement en Tunisie. Depuis 1993 une stratégie a été mise en œuvre pour assurer la formation, l'encadrement, et l'assistance technique aux associations d'utilisateurs selon des modèles

déterminés. Les formations menées ont donné de bons résultats en phase de promotion, mais les phases de perfectionnement et de qualité ont posé des difficultés, liées à des limites de la stratégie de 1992 et de besoins en termes d'acteurs extérieurs qui alimentent la réflexion. En 2009-2010, une actualisation de l'ancienne stratégie amène une nouvelle stratégie de pérennisation. **Quatre programmes d'assistance technique sont développés au profit des associations d'utilisateurs, ainsi que le programme PAP Agir** pour alimenter la réflexion autour de la stratégie. C'est un apport important. Une erreur a été commise dans les programmes précédents : des formations de formateurs ont été réalisées mais il n'y a pas eu de passage vers les utilisateurs directement. Maintenant la méthode est de passer directement vers les utilisateurs et les agriculteurs.

7.11. Mohammed Bensouda expose les différents niveaux de formation au Maroc :

- **l'analphabétisme**, qui touche une forte proportion d'agriculteurs (82% d'après le recensement de 1996). Dans la région de Fès, 800 personnes sont formées et apprennent à lire et compter.
- **les fils d'agriculteurs**, qui vont devenir agriculteurs : deux centres de qualification sont mis en place avec des professeurs et des thèmes choisis selon la région.
- **les conseillers agricoles** : ceux-ci bénéficient d'au moins 4 à 5 journées de formation par an sur les thématiques nouvelles (technique, financière, politique). Le dernier exemple en date est celui de l'assurance, où un nouveau système est mis en place à travers des contrats assureur/Etat/agriculteur avec la mise en œuvre de subventions. Des journées d'études sont organisées pour former les agriculteurs à ce dispositif.
- **d'autres types de formation sont également développés**. Ainsi un programme a été initié sur le développement de la culture de la cerise dans la région de Sefrou, associant chercheurs et agriculteurs.
- **les voyages d'étude** : dans chaque province, 2 voyages à travers le Maroc sont organisés chaque année pour 60 agriculteurs, sur une semaine. Le thème correspond aux priorités des participants.

7.12. Abdelkrim Anbari considère qu'il existe de vraies opportunités liées au plan Maroc Vert sur la formation et l'accompagnement. Les moyens budgétaires sur la formation sont en augmentation. Des moyens sont mis à disposition des chambres d'agriculture et des offices, mais les actions de Raccord pourraient aussi permettre de réaliser les objectifs du plan Maroc Vert. Il s'agit de chercher comment jumeler les efforts et interagir positivement.

7.13. Mohammed Bensouda présente les apports du Plan Maroc Vert sur la formation, qui se situent à 3 niveaux :

- **L'agrégation** : par ce processus un agrégateur, qui est performant, agrège des petits agriculteurs dans leur production en amenant la technologie dont il dispose.
- **Le conseil agricole** : la méthode des Farmer Field School, ie des fermes écoles, sera mobilisée avec des subventions de l'Etat. Les petits agriculteurs peuvent ainsi avoir accès à des démonstrations de techniques culturales. Seize fermes ont déjà été installées dans le pays. Dans la région de Fès, une discussion est en cours avec l'union des fédérations des AUEA du Moyen Sébou pour en créer une.
- **Le changement de statut des chambres d'agriculture** : l'enjeu est de quitter une posture politique pour aller sur les enjeux techniques. Les chambres ont été dotées de cadre et de programme, et elles ont vocation à faire le lien entre l'Etat et les agriculteurs avec des rôles de formation et d'information.

7.14. Abdelkrim Anbari déclare attendre peu de choses de l'agrégation en termes de formation, car l'agrégation sera centrée sur les chaînes de production (lait, oliviers, betteraves), et cette approche spécialisée risque de ne pas permettre d'intégrer dans les formations l'ensemble des problématiques posées à la petite agriculture.

7.15. Serge Gay rappelle l'importance du niveau des organisations professionnelles, dans les relations entre la profession agricole et l'Etat et la recherche notamment. La recherche et la formation ne s'adressent jamais à une personne mais à des groupes organisés qui dispose d'une légitimité pour représenter leurs membres. Si les chambres d'agriculture ont une légitimité à représenter le monde paysan, la recherche et l'Etat pourront s'adresser à un groupe organisé.

En France, lorsque la demande est individuelle, la recherche et la formation ne sont pas gratuites. Les fonds publics ne sont mobilisés que s'il y a l'expression d'une demande collective, car elle va alors dans le sens d'un programme d'action défini en paritaire entre le gouvernement et la profession.

On sent donc qu'il existe un maillon manquant en termes d'organisation professionnelle, qui ne se situerait pas seulement au niveau filière ou sur la production mais aussi sur les problématiques horizontales et territoriales.

7.16 Amar Imache s'interroge sur le fait qu'il y a encore peu de lien direct entre RIM et les politiques publiques. Lors des témoignages qu'il a recueillis sur le terrain cet été pour le bilan du projet, il y avait une unanimité pour affirmer que la démarche du projet était en adéquation avec les politiques publiques nationales. Mais ces 2 dynamiques ne se rencontrent pas encore sur le terrain. Il y voit 2 raisons :

- **Les politiques publiques sont basées sur des budgets importants mais peu de moyens se retrouvent mis en œuvre au niveau local au niveau de l'appui et de la vulgarisation.** Par exemple en Algérie, sur une commune comptant 2 000 agriculteurs, un vulgarisateur doit toucher ces agriculteurs avec des moyens très

limités (un seul bon d'essence). Il existe un décalage avec les budgets importants du Plan National de Développement Agricole.

- **Les structures de vulgarisation de l'Etat sont très spécialisées notamment sur les questions techniques et de production** (arboriculture fruitière, élevage). Cette hyperspécialisation ne permet pas d'avoir une approche intégrée de l'exploitation agricole, et peut entamer leur crédibilité aux yeux des agriculteurs.

7.17. Philippe Jouve, ingénieur agronome, constate la dimension assez ponctuelle des actions du projet. Le nombre d'agriculteurs bénéficiaires de la formation est limité par rapport à la population agricole des pays concernés. **Il se pose la question de l'articulation avec l'ensemble de la communauté des agriculteurs.** Cela peut se faire avec les structures de l'Etat. Or depuis quelques années l'Etat se désengage, et même s'il y a un retour de politiques ambitieuses comme le Plan Maroc Vert, on ne reviendra pas au degré d'implication de l'Etat d'avant. Ce qui manque pour donner un impact au projet sur la transformation des structures d'encadrement et d'appui des agriculteurs (allant au-delà de la réalisation des modules de formation), c'est l'organisation de la production, avec des organisations territoriales partenaires vis-à-vis de l'Etat et représentants les agriculteurs. Les activités comme RIM n'auront d'impact que si elles permettent l'émergence d'organisations professionnelles et de leaders paysans.

7.18 Serge Miquel, Conseil Général de l'Hérault, souligne que les collectivités locales en France, dont l'Hérault, ont des relations privilégiées avec d'autres collectivités du Maghreb. Ces relations sont des engagements politiques sur des projets et actions avec des moyens humains et financiers, construits sur la durée. Les champs d'intervention sont multiples : économiques, culturels, sociaux et environnementaux. Par exemple le Conseil Général développe un partenariat sur l'eau avec la région du Souss Massa (Maroc) pour mettre en œuvre une gestion globale de l'eau par bassin. Une difficulté est l'absence de décentralisation, qui est en cours dans les pays en développement, mais il existe un manque de pouvoir et de capacité au niveau local malgré des progrès considérables. **L'approche RIM pourra être utile** au Conseil Général pour appuyer la mise en application d'outils vers le monde agricole **dans le cadre des politiques publiques territoriales.**

7.19. Marcel Kuper répond à une question sur l'université paysanne en expliquant qu'il y avait des demandes explicites pour l'appui à la formulation de projets locaux collectifs. Ces projets sont une entrée pour analyser des problématiques plus larges que le local, car beaucoup de choses s'y cristallisent : des questions de rentabilité, les relations à l'Etat, au marché. La formation a commencé au Maroc avec une dizaine de groupes d'agriculteurs qui ont proposé des projets. L'idée est d'aboutir à des projets pouvant être mis en œuvre. **Mostafa Errahj** ajoute que le débat n'est pas autour des formations techniques pour lesquelles il existe une offre, mais l'université paysanne travaille sur le débat autour des projets. Il ne s'agit pas de faire concurrence aux structures comme les chambres d'agriculture, mais d'identifier les démarches d'innovation.

7.20. Jean Paul Luc (BRL) fait part d'expérimentations dans le cadre du projet FSP APPIA au Burkina Faso, où **la radio rurale FM** a été utilisée comme outil de diffusion. Ce media permet de rentrer dans des aspects très techniques connectés aux réalités du terrain, avec des résultats intéressants. La technologie est peu onéreuse.

8. Le regard d'un grand témoin : Bernard Bachelier, membre du conseil d'administration de la fondation FARM, ancien directeur du Cirad et de FARM.

Le point de vue donné par Bernard Bachelier sur le projet RIM et les problématiques qui y sont liées concerne 2 dimensions.

- **Les caractéristiques du projet RIM**

- Il s'agit d'un **projet expérimental**, et a été conçu comme tel. C'est un projet pilote de mise au point de nouvelles méthodes de formation. **Il part de la demande** et non pas d'une l'offre, ce qui est intéressant car il y a beaucoup de problèmes avec les offres pédagogiques toutes faites, inadaptées aux besoins des agriculteurs africains. L'important est de savoir si l'on va pouvoir disposer d'une méthode élaborée qui parte de la demande – en sachant que la demande n'étant pas une fin en soi et qu'il doit y avoir des apports pédagogiques, des contenus par rapport à la demande qui est formulée.

- **Ce projet expérimental comporte deux conditions** : d'une part **il s'adresse à un petit nombre de bénéficiaires**. C'est une condition du côté pilote. **D'autre part il s'adresse à une structure, Raccord pour le Maroc, qui est hors structure institutionnelle**, qui est transversale et est une institution spécifique à ce projet. Cela entraîne des limites mais c'est aussi une condition de réussite de l'expérimentation, et qui est cohérente avec l'approche globale.

- **Les questions**

- **Les questions de gestion et de management sont insuffisamment présentes** dans les formations. Les enjeux économiques, de rentabilité et de management n'apparaissent pas dans les savoirs et les savoir faire. Or l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs, qui est l'un des objectifs de la formation, passe par la maîtrise de moyens propres, notamment la mise en œuvre de capitaux propres et de fonds propres. Quelles sont les compétences à acquérir pour raisonner cela ? Cela correspond à un manque dans l'approche classique des agronomes et des économistes sur les questions de gestion et de management.

- **La démultiplication** : cette question inclut le nombre de bénéficiaires, la manière de faire évoluer les programmes et les pratiques de formation par ailleurs, et enfin la formalisation des démarches du projet en une méthode transférable. Peuvent-elles être utilisées par d'autres personnes ?

- **L'innovation** : la démarche RIM part de l'innovation et est amie du progrès technique. Une question importante est celle de la **gestion du risque** induit par l'adoption des innovations.

Cette question n'est pas nouvelle, mais les offres d'innovation du Nord ne sont pas couplées avec des systèmes de couverture du risque généré. C'est un grand sujet pour la recherche.

- La forme que va prendre la structuration du monde agricole au Maghreb : en France cette structuration a été liée à une histoire politique, syndicale et religieuse, en réaction à la société industrielle à la fin du XIXème siècle. Au moment où des transformations importantes ont lieu au Maghreb, intégrant la question de la démocratie, il est important de savoir qui raisonne la question de la structuration. Va-t-on aboutir à une dynamique d'individualisme, et une situation où des agrégats privés font face à des pouvoirs publics ou du négoce, sans rassemblement collectif capable de créer des entités économiques ? Si l'agrégat n'est que privé, on peut se demander à qui profite les bénéfices de cet agrégat.

- La pluviométrie et la production ont été très bonnes ces dernières années. En quoi cette situation exceptionnellement favorable a conditionné la bonne tenue des revenus des agriculteurs et la réussite du projet ?

9. Sami Bouarfa clôture en exposant les perspectives du projet : l'université paysanne au Maroc, la formalisation des associations régionales en Algérie, et en Tunisie les premières idées débattues dans cet atelier qui peuvent aider les partenaires à étudier l'intérêt d'initier ce type de formation.